

Des crèches qui ne coûtent rien à la Confédération!

Andrea Delannoy

Le Conseil fédéral a décidé de rejeter l'initiative sur les crèches. Notre invitée explique pourquoi ce n'est pas une bonne idée.

Publié: 30.08.2024, 06h41

Le jour de la Grève féministe du 14 juin dernier, le Conseil fédéral s'est prononcé contre l'initiative populaire «Pour un accueil extrafamilial des enfants qui soit de qualité et abordable pour tous (l'initiative sur les crèches)» dans son message à l'intention du parlement. La raison? Selon le Conseil fédéral, l'initiative irait à l'encontre de la répartition des tâches en vigueur entre la Confédération, les cantons et les communes, et il en résulterait des coûts supplémentaires de plusieurs milliards de francs à la charge de la Confédération. Il estime toutefois qu'il faut encourager l'accueil extrafamilial pour enfants et que les pouvoirs publics doivent alléger davantage la charge financière des parents, mais que cet allègement ne devrait pas être à la charge de la Confédération. En d'autres termes, le Conseil fédéral est d'accord avec le principe mais seulement si cela ne lui coûte rien!

Pour rappel, en 2021, le Conseil fédéral a adopté sa «Stratégie Égalité 2030», la première stratégie nationale de la Confédération qui vise à promouvoir spécifiquement l'égalité entre les femmes et les hommes. Son champ d'action numéro 2, «Conciliation et famille» prévoit que «les femmes et les hommes bénéficient de conditions-cadres favorisant la conciliation entre vies privée, familiale et professionnelle, ainsi que la répartition équilibrée du travail rémunéré et non rémunéré, domestique comme familial. Cela peut se faire, entre autres, par la création de conditions favorables à la famille, telles que des structures d'accueil extrafamilial en nombre suffisant, de bonne qualité et à un prix abordable.» L'importance d'aborder le sujet de ces structures d'accueil au niveau fédéral paraissait alors clairement comprise.

Si la répartition des tâches en vigueur entre la Confédération, les cantons et les communes est un principe sacro-saint, le vote du Conseil fédéral sur l'Initiative sur les crèches donne un signal négatif très fort sur l'égalité des chances entre femmes et hommes dans notre pays. Ce sont des mesures de politique familiale qui ne sauraient être autres que fédérales. Le Conseil fédéral a raté une belle occasion de faire avancer sa propre stratégie et de faire avancer notre pays dans le XXI^e siècle.

Objectif pas atteint

L'égalité entre femmes et hommes est garantie par la Constitution fédérale depuis 1981 et plusieurs instances fédérales, cantonales et communales y veillent. Malgré les progrès réalisés au cours des dernières décennies, l'égalité reste un objectif loin d'être pleinement atteint. L'absence de politiques publiques aux trois niveaux suisses a des répercussions significatives dans divers domaines de la société, allant de l'économie à la cohésion sociale, en passant par la santé et l'éducation.

On apprenait aussi, le 20 juin 2024, par l'Office fédéral de la statistique (OFS), que l'année 2023 s'est caractérisée par une diminution des naissances et que le nombre moyen d'enfants par femme n'a jamais été aussi bas (1,33).

Avec le désengagement fédéral sur les crèches, on ne va pas dans la bonne direction!

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)